

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.
Un An 6 Mois 3 Mois 1 Mois
POUR LES ETATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.50
POUR L'ETRANGER... \$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.30
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.
Un An 6 Mois 3 Mois 1 Mois
POUR LES ETATS-UNIS... \$2.00 \$1.00 \$0.50 \$0.25
POUR L'ETRANGER... \$4.00 \$2.00 \$1.00 \$0.50
Les abonnements sont de 1er et de 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

BUREAUX : rue de Chartres No 323.

NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 31 JUILLET 1898.

Fondé le 1er Septembre 1827

LES NÉGOCIATIONS DE PAIX.

REMISE À M. CAMBON DE LA REPOSE DES ETATS-UNIS À L'ESPAGNE.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux : 323 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.

ENTRÉE DES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

SOMMAIRE.

Paul Derouède, suite—Yan de Lesca.
Les grands joueurs anglais.
La dame aux fleurs.
Akimoutia, histoire sentimentale.
Le 14 Juillet 1789, souvenirs historiques.
Petites définitions.
Notes d'histoire.
Mondanités, Chiffon.
L'Actualité, etc., etc.

DEPECHE

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABELLE

Jusqu'à la dernière heure.

SERVICE DE LA

PRESSE ASSOCIEE

—ET—

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU

MONDE.

Bismarck en danger de mort.

Berlin, Allemagne, 30 juillet.—On dit à Berlin que l'état de santé du prince de Bismarck s'est considérablement empiré et qu'on craint une catastrophe.
Une dépêche reçue cette après-midi de Friedrichruhe établit que l'état du prince de Bismarck est si grave qu'on s'attend au pis.

La fabrication des aiguilles à la machine.

Cleveland, Ohio, 30 juillet.—Plusieurs capitalistes de Cleveland viennent d'organiser une compagnie au capital de \$1,000,000, pour la fabrication des aiguilles à la machine. Jusqu'ici, en Europe, les aiguilles étaient fabriquées à la main.
Eugène Fontaine, de cette ville, est l'homme qui, après 19 ans de travail, a réussi à créer la machine à fabriquer des aiguilles, qui va révolutionner l'industrie.

Le Congrès international d'art.

Washington, 30 juillet.—Le commissaire d'éducation a reçu, par l'intermédiaire du Département d'Etat, le programme du premier Congrès international d'art, qui doit s'ouvrir à Bruxelles, le 24 septembre, et durer 4 jours.
Le ministre de Belgique demande aux Etats-Unis d'y envoyer des représentants et de donner de la publicité au programme. Le commissaire de l'éducation a des fonds suffisants pour y envoyer des délégués. Il a, par conséquent, pris des mesures pour leur fournir le programme des questions qui y seront traitées. En voici les trois points principaux :
1° Art public considéré
2° Au point de vue de la législation d'Etat et municipale ;
3° Au point de vue social ;
4° Au point de vue technique.

Un télégramme du général Merritt en date de Cavite.

Washington, 30 juillet.—Le département de la guerre a reçu la dépêche suivante :
Hong Kong, 30 juillet.
A l'adjudant général de l'armée, à Washington.
Cavite, 24 juillet.
Arrivé, aujourd'hui, à 12 h. Santé bonne. Le reste de la flotte est de 4 jours en arrivage.
J'aurai probablement besoin de toutes les troupes de l'expédition.
Merritt, Major général.

Promotions dans l'armée.

San Francisco, 30 juillet.—Le colonel Barber, du 1er régiment de volontaires de New York, actuellement en route pour Honolulu, va être promu brigadier général ; son lieutenant, le lieutenant colonel Stackpole, actuellement au Presidio, deviendra colonel, et le major Chase chef de bataillon, sera promu lieutenant colonel.

L'ambassadeur de France à la Maison Blanche.

Washington, 30 juillet.—M. Cambon, ambassadeur de France, a quitté l'ambassade quelques minutes avant deux heures, en compagnie de son premier secrétaire, M. Thiébaud.
Ces messieurs se sont rendus en voiture à la Maison Blanche.
A cette occasion l'ambassadeur avait mis de côté son paletot d'alpaga et son chapeau de paille et, conformément aux usages diplomatiques, s'est présenté chez le président en costume semi-officiel : redingote et chapeau de soie.
M. Thiébaud portait aussi le chapeau de soie et la longue redingote prescrite pour des occasions de ce genre.
Ils ont été conduits par le corridor particulier de la Maison Blanche et la conférence a commencé quelques minutes après deux heures. On pensait que la visite de l'ambassadeur se serait courtoise, qu'elle ne durerait que le temps nécessaire pour recevoir la réponse du gouvernement américain, mais il a été bien-tôt démontré qu'elle serait suffisamment longue pour permettre une discussion complète.
A deux heures elle durait toujours.

En ce moment, le secrétaire d'Etat Day est arrivé à la Maison Blanche et a rejoint le Président et l'ambassadeur. L'atmosphère est agréable et on ne se sent pas en présence de la guerre menaçante.
On pensait qu'il était possible que l'ambassadeur arrivât préparé à discuter et, peut-être, à régler certaines conditions.
La conférence s'est bien-tôt prolongée au-delà d'une heure sans aucun signe d'une fin prochaine.
A quatre heures et demie de l'après-midi l'ambassadeur de France était toujours en conférence avec le Président et le secrétaire d'Etat Day.

Le secrétaire Long et l'amiral Sicard, président de la commission navale, sont venus à la Maison Blanche, probablement en réponse à un appel.

Le sous-secrétaire d'Etat Adee a été également appelé. Il est arrivé avec divers documents du département d'Etat.
En se basant sur la durée de l'entrevue, bien au-delà du temps nécessaire pour la simple remise à M. Cambon de la réponse aux propositions espagnoles, on présume que l'ambassadeur a réussi à discuter la question et, peut-être, à obtenir une nouvelle audience au sujet de quelque proposition tendant à amender les conditions imposées à l'Espagne par les Etats-Unis.
A quatre heures 45, l'ambassadeur de France a quitté la Maison Blanche.
L'entrevue a duré deux heures trois quarts.

M. Hanna et les Philippines.

Cleveland, Ohio, 30 juillet.—En réponse à une question, aujourd'hui, au sujet de ce qui, dans son opinion, devrait être décidé à l'égard des Philippines, le sénateur Hanna a dit :
C'est une grosse question et nous devons procéder lentement.
Nous voulons au moins un pied à terre dans ce groupe. Quoiqu'il puisse exister un sentiment contre l'annexion des îles, il y en a un plus fort contre l'idée de les rendre à l'Espagne.
Nous nous trouvons aujourd'hui en face d'un nouvel état de choses et nous avons l'intention de résoudre les problèmes posés de la façon la plus avantageuse pour le pays.
Le sénateur Hanna et sa famille entreprendront d'ici quelques jours un voyage sur les grands lacs et dans le parc de Yellowstone.

A TAMPA.

Tampa, Floride, 30 juillet.—Le transport Arnesas a été libéré à la quarantaine et est entré dans le port aujourd'hui. Le colonel John Jacob Astor, porteur de dépêches de Santiago destinées à Washington, se trouvait à bord.
L'arrivée de dix transports destinés à l'expédition des troupes à Porto-Rico a été annoncée aujourd'hui aux autorités du port. On les attend demain.
Le troisième régiment de la Pennsylvanie est arrivé à Fernandina. Le 157e de l'Indiana part cette nuit.
Ce départ mettra fin aux mouvements de troupes de Tampa à Fernandina.

Mouvement de troupes.

Washington, 30 juillet.—L'adjudant général Corbin a reçu du général Shafter la dépêche suivante datée de Santiago le 30 juillet :
Le Segurancas, le Knickerbocker, le Saratoga et l'Iroquois partiront demain soir pour Tampa.
Le Miami et le Matavuan n'ont que du fourrage à bord. Ils seront déchargés suivant les besoins.
Ils ont été retenus ici à cause des 13,000 gallons d'eau distillée qu'ils pouvaient fournir par jour, eau dont on ne pouvait pas se passer à la flotte.

Le général Corbin a transmis une copie de la dépêche au général Copinger qui commande les forces américaines à Tampa.

Vous devriez voir des troupes prêtes à partir pour Porto-Rico à l'arrivée de ces transports, dit l'adjudant général Corbin. Le secrétaire de la guerre m'enjoint de vous dire qu'il n'a aucune objection à présenter à ce que vous vous rendiez à Porto-Rico avec n'importe quelle partie de vos forces et quand vous le désirerez, mais vous n'attendrez le département de votre départ et l'officier qui vient dans la hiérarchie immédiatement après vous vous succédera au commandement des troupes à Tampa.

FRANCE

—ET—

AMERIQUE.

Arrivée du général Merritt à Manille.

L'ILE YAP.

Décision du Cabinet Américain.

LES CONDITIONS DE PAIX.

Le Prince de Galles.

Commission Hispano-Américaine.

France et Amérique.

Dépêche spéciale de la Presse Associée à l'usage des journaux de soir, de samedi et de dimanche.

Paris, 30 juillet.—Il se manifeste en France, dans les cercles officiels, un vif désir d'en revenir aux excellentes relations qui existaient entre ce pays et les Etats-Unis, avant la rupture entre l'Espagne et l'Amérique, relations qui ont été troublées par certains articles malveillants de la Presse Française.
A mesure que la guerre hispano-américaine approche de sa fin, il devient de plus en plus évident, aux yeux des hommes sensés, que l'opinion publique en Amérique s'est méprise sur la véritable opinion et l'état d'esprit en France, à l'égard des Etats-Unis.
En dépit de tout ce qui a été écrit dans les journaux, ou allégué dans les salons et les cercles politiques, aux débuts de la guerre, on n'a jamais eu, en France, le moindre doute sur le résultat des hostilités. La faiblesse, l'infériorité de l'Espagne étaient si évidentes, qu'il serait injuste et contraire à la vérité de déclarer que les victoires des Américains ont changé l'opinion publique, en France, et que le revirement qui s'est opéré dans les articles de la presse n'a eu d'autre but que de flatter le ton actuel.

Pour expliquer le ton général des articles de la Presse Française, on affirme que langage tenu actuellement par les journaux, est en substance le même qu'il y a trois mois.
Ce qui a fait croire à un peuple américain que les journaux français étaient hostiles aux Etats-Unis et favorisaient l'Espagne, c'est que l'on n'avait reproduit dans les dépêches du câble, que les opinions des journaux les moins répandus et les plus hostiles, tandis que l'on ne citait ni le Journal des Débats, ni le Figaro, ni le Temps, ni les autres grands organes de l'opinion qui ne se déclaraient en faveur d'aucun des deux belligérants, et se bornaient à fournir à leurs lecteurs des comptes-rendus honnêtes des différentes péripéties de la guerre.

On ajoute que, pendant les hostilités, on a, à plusieurs reprises, interviewé les principaux représentants de la Grande Presse Française. Le résultat de toutes ces enquêtes ne laisse aucun doute sur la sincérité des sympathies de la Presse à l'égard des Etats-Unis.
Quant au monde commercial, il n'a jamais bronché, il a toujours exprimé hautement la plus profonde amitié pour les Américains.
Enfin, les Français disent que la récente célébration du 4 Juillet, à Paris, a donné de nouvelles preuves de l'amitié cordiale qui a toujours uni les deux pays.

Au banquet de la Chambre de commerce américaine, bon nombre de personnages français éminents étaient présents, y compris plusieurs hauts fonctionnaires, entre autres, M. Maréjona, ministre du commerce. Ce dernier, parlant au nom de son gouvernement, a dit :
On affirme, que, au loin, de l'autre côté de l'Atlantique, certaines personnes ont prêté l'oreille aux propos des calomnieux de la France qui affirmaient qu'elle avait oublié ses devoirs, qu'elle était devenue non seulement un adversaire de l'Amérique, mais qu'elle avait commis, à son égard, des actes de discourttoisie.
Je proteste contre de pareilles assertions et l'impression qu'elles ont pu faire. Ma parole doit suffire pour dissiper ces ridicules idées, et j'espère qu'elle va, de ce côté de l'Atlantique, comme une protestation indignée contre les rapports qui ont dénoté les sentiments de la France envers l'Amérique.
Mais si tout cela ne suffit pas, je puis déclarer à vos compatriotes que l'harmonie qui existe entre nous n'a pas été troublée, un seul jour, une seule heure, une seule minute. La France a toujours été l'ami de votre pays. Personne mieux que votre ambassadeur et un membre du Cabinet français ne connaît le degré de cordialité des rapports qui existent entre les deux nations.

Cette déclaration du ministre du commerce de France, a été reproduite, telle qu'elle est, dans les journaux intelligents, un puissant argument qui prouve que ce pays ne s'est pas montré hostile aux Etats-Unis, pendant leur guerre avec l'Espagne.

Ces mêmes Français ajoutent qu'aucune raison ne peut porter la France à prendre parti pour l'Espagne : "il n'y a aucune idée commune qui unisse les deux pays".
"Le Français d'aujourd'hui ne professe aucune des idées électorales".
"Quant à la question de la race la plus élevée, elle a perdu toute sa valeur aux yeux des gens sensés".

D'après des renseignements émanant d'une source officielle, il est établi que, au point de vue commercial, la France a autant d'intérêts en Amérique qu'en Espagne ; par conséquent elle n'a aucune raison pour mettre en péril ses relations amicales avec les Etats-Unis.

Elle éprouve une douloureuse sympathie pour une voisine infatigable : elle est enchantée de la perspective de paix qui s'ouvre entre l'Espagne et les Etats-Unis, et de la démarche que vient de faire l'ambassadeur français, M. Cambon, comme message de paix entre les deux puissances belligères.

Quant aux conditions de paix qui doivent être réglées par l'Espagne et par l'Amérique, le gouvernement et le public comprennent parfaitement que les Etats-Unis ne peuvent plus se contenter de la simple indépendance de Cuba, après tous les sacrifices d'argent que lui a coûtés la guerre.

Par conséquent, la Presse Française, spécialement le Journal des Débats et le Temps, tiennent compte de cet important élément dans le règlement de la paix. Ils espèrent seulement que l'Amérique n'élèvera pas trop haut ses exigences.
C'est pas que la France éprouve un sentiment d'envie, devant l'accroissement de puissance des Etats-Unis ; mais elle comprend que des conditions trop onéreuses, de la part de l'Amérique, augmenteraient les difficultés de la situation et rendraient la paix plus difficile.

En fait, dit-on, la France n'a aucune objection à faire à l'augmentation de la puissance militaire des Etats-Unis, ni à leur agrandissement territorial. Ce qui explique sa conduite, dans la situation actuelle, c'est qu'il y a une puissance en Europe qui puisse se sentir menacée par cet agrandissement, ce n'est certainement pas elle.
L'annexion des îles Hawaii même, qui donne aux Etats-Unis une si importante position dans l'Océan Pacifique, ne l'a pas troublée le moins du monde, attendu que ses possessions en Amérique sont de peu d'importance, elles ne consistent que dans quelques petites îles. Elle est convaincue, par conséquent, que

les Américains, qu'elle considère comme un peuple pratique, ne chercheront jamais querelle à une grande puissance européenne pour des possessions de si peu de valeur.
Quant aux Philippines, si ces îles doivent être perdues pour l'Espagne, la France qui domine dans l'Indo-Chine, aimera probablement mieux avoir, comme voisine, des Américains qu'une puissance asiatique ou européenne.
Ce à quoi vise la France, avant tout, c'est le maintien de ses intérêts commerciaux. Sous ce rapport, elle est complètement rassurée par le bon vouloir dont a fait preuve le gouvernement américain, dans son récent traité commercial avec elle. Elle est pleine de confiance dans l'avenir.

L'Expédition à Manille.

Arrivée du Général Merritt.

San Francisco, 30 juillet.—Une dépêche spéciale de la baie de Manille, en date du 26 courant, via Hong Kong, 29, dit :
Le général Wesley Merritt et les transports qui portaient les troupes qu'il commande, sont arrivés à Manille, le 25 juillet, au matin.
Tout le monde était en excellente santé.

Le général Merritt va prendre immédiatement le commandement. L'expédition comprend les transports Ohio, City of Para, Indiana et Morgan City qui sont partis d'ici le 27 juin, portant 3,500 hommes officiers, et soldats, ainsi que la brigade du général McArthur ; le steamer Valencia, parti le 28 juin avec 600 hommes, et le transport Newport, parti le 29 juin, avec 800 hommes, sous le commandement du général Merritt — en tout, 5000 officiers et soldats.

La première expédition portait 2,501 hommes et la 2e, 3,515.
Le général Merritt a donc maintenant sous ses ordres, 11,016 hommes.

L'île Yap désignée comme Station de Charbon.

Washington, 30 juillet.—Comme parmi les îles que les Etats-Unis désirent acquérir, en vertu de la guerre actuelle, pour y établir une station de charbon, figure l'île Yap, une des Carolines. Le département d'Etat vient de publier un rapport qui donne d'intéressants détails sur cet archipel.
L'île Yap, paraît-il, est entourée d'un récif de corail de 35 milles de longueur, sur 5 milles de largeur. Il y a peu de ruisseaux dans l'île ; mais les marécages y sont vastes. L'île est pleine de restes d'une antique civilisation disparue. On y voit d'anciennes levées, des salles de conseil, des magasins, construits en pierres.
Les natifs sont au nombre de 8 000 ; ils sont industrieux, d'un esprit pacifique et très bruns.
On en exporte de l'île de la copraïse. Ce sont les allemands qui font ce commerce, il leur a coûté beaucoup d'argent et de peine.
Yap est une cité très pittoresque, où croissent le bambou, le croton, le cocotier, le palmier. La végétation est brillante. Il y a dans l'île peu d'oiseaux, de chevaux et de bétail.

Décision du Cabinet Américain.

Washington, 30 juillet.—Les membres du cabinet se sont séparés vers une heure de l'après-midi.
En ce qui concerne les Philippines, il a été décidé de laisser ouverte pour le moment la question de leur gouvernement. Cette question sera réglée plus tard par une commission conjointe des deux pays. En attendant, les Etats-Unis exerceront leur juridiction sur Manille, son port et le territoire environnant.

La réponse du gouvernement sera remise à M. Cambon, ambassadeur de France à Washington, à deux heures de l'après-midi.
Une déclaration formelle sera faite ensuite. Toutefois, le texte de la réponse du gouvernement américain ne sera pas livré au public.

Les conditions de paix.

Washington, 30 juillet.—En dehors de la question des Philippines les décisions prises par le cabinet de Washington sont telles que les a annoncées hier la Presse Associée :
Cession absolue aux Etats-Unis de Porto-Rico et de toutes îles appartenant à l'Espagne dans les Indes Occidentales, à l'exception de Cuba ; abandon de la souveraineté de l'Espagne dans l'île de Cuba ; les Etats-Unis y exerceront leur juridiction jusqu'à l'établissement d'un gouvernement stable ; acquisition d'un dépôt de charbon dans les Ladrões et peut-être dans les Carolines ; les dettes de Cuba et de Porto-Rico ne seront pas assumées par les Etats-Unis ; aucune indemnité de guerre ne sera demandée à l'Espagne.

Départ du prince de Galles pour Solent.

Londres, 30 juillet.—Le prince de Galles est parti pour Solent à deux heures 30 de l'après-midi.
Il a été porté de sa chambre, à Marlborough Hall, sur un brancard qu'on a placé dans une voiture d'ambulance.
La princesse de Galles s'est assise derrière son mari. Un médecin l'accompagne dans son voyage. Les voyageurs ont été acclamés quand la voiture est partie. Le prince de Galles sera transféré de la même façon dans le train, du train dans le yacht royal Osborne et du yacht à terre.

Des matelots ont été spécialement exercés pour le transport du brancard à bord du yacht, qui partira immédiatement pour Cowes.
Des brèches ont été faites aux écoutilles pour permettre le passage du brancard.
La princesse de Galles restera à bord du yacht.
L'ambulance était garnie d'épais volets, mais le prince a ordonné de les laisser ouverts.
Il n'avait nullement l'air d'un invalide, à demi-assis qu'il était sur son brancard.
Il semblait d'excellente humeur, et il a incliné fréquemment la tête en réponse aux acclamations de la foule assemblée pour assister à son départ.

Il paraît qu'en télégraphiant ses condoléances après l'accident le sultan de Turquie a offert au prince de Galles, comme une marque spéciale de sa sollicitude, de lui envoyer pour le soigner le chirurgien turc bien connu Djemal Pacha.

La Commission Hispano-Américaine.

Washington, 30 juillet.—On comprend que la commission hispano-américaine sera chargée de toutes les questions relatives à la paix, à condition, toutefois, que les troupes espagnoles soient immédiatement rappelées de Cuba et de Porto-Rico et que les Etats-Unis entrent en possession d'une île dans le groupe des Ladrões.
Ce bruit est confirmé et la commission aura charge de toutes les négociations de paix.

Le président a décidé que la déclaration qu'on avait l'intention de faire serait remise, attendu qu'une réponse à l'Espagne ne doit pas être rendue publique.
M. McKinley a pris cette résolution après qu'on lui eût représenté qu'une telle publication constituerait une violation des coutumes diplomatiques, qui établissent qu'une note de ce genre ne doit pas être publiée avant qu'il soit connu qu'elle a été reçue par le gouvernement auquel elle est adressée, et même avant qu'un temps raisonnable ait permis d'envoyer une réponse.

Againa do.

Washington, 30 juillet.—Une dépêche de l'amiral Dewey annonce qu'Aguinado a pris une attitude de défi. L'amiral ajoute que des forces nombreuses seraient nécessaires pour soumettre les insurgés.